

## PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### A. INTRODUCTION

Le Comité a établi que la dette excédentaire du secteur agricole était de l'ordre de 6 milliards de dollars. Il est de plus en plus évident que l'efficacité d'autres initiatives sera limitée tant que les problèmes liés à l'endettement excessif des agriculteurs ne seront pas réglés. Ceux-ci continueront d'éprouver de plus en plus de difficultés financières malgré l'aide très importante du gouvernement, et certains secteurs de l'agriculture deviendront de moins en moins compétitifs.

Le Comité a pu faire une analyse originale du secteur agricole en interprétant les données du recensement de l'agriculture de 1986. Cette analyse porte sur les problèmes financiers des agriculteurs et sur leurs besoins en fonction de leur stade d'exploitation, qu'il s'agisse d'agriculteurs débutants, d'agriculteurs établis ou d'agriculteurs qui prennent leur retraite ou qui quittent l'agriculture. Dans ce contexte, le Comité s'est penché sur les rôles que pourraient jouer les bureaux d'examen de l'endettement agricole, la Société du crédit agricole, le financement par actions et d'autres instruments semblables dans la restructuration de la dette agricole. Les recommandations du Comité visent à proposer des solutions qui permettront de procéder à un redressement financier et d'en arriver à un équilibre à long terme, plutôt que de remettre ce rajustement à plus tard.

Tout comme d'autres secteurs de ressources, l'agriculture possède des caractéristiques fondamentales, tant sur le plan du revenu que sur celui du capital, qui ont d'importantes répercussions sur le risque financier que ce secteur représente. Une grande partie des revenus proviennent de la plus-value du capital. Les coûts en capital sont élevés, les ratios du revenu au capital sont faibles et les rentrées agricoles varient énormément. Ces fluctuations touchent les agriculteurs de façon différente selon leur ratio des dépenses aux revenus bruts, leur degré de propriété, leurs compétences en gestion et la diversification de leur entreprise. Si les outils de financement ne sont pas adaptés aux types de revenus et d'investissements, il peut s'ensuivre un risque excessif pour les agriculteurs.

### B. LES BUREAUX D'EXAMEN DE L'ENDETTEMENT AGRICOLE

Conformément à son mandat, le Comité s'est principalement attaché à évaluer si la *Loi sur l'examen de l'endettement agricole* constituait vraiment